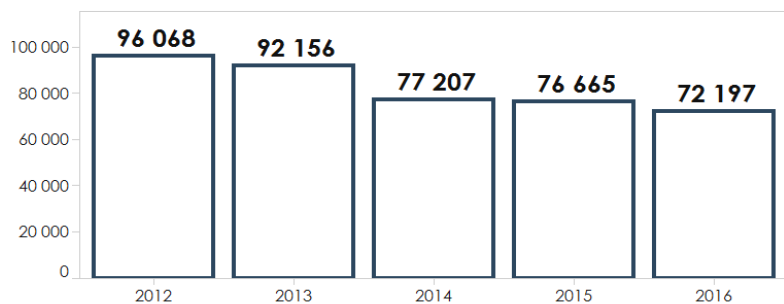


Nouvelle baisse de la commande publique en 2016 :

L'AdCF alerte les pouvoirs publics nationaux sur les risques d'installation de la France dans une période prolongée de sous-investissement

Le président de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), Charles-Eric Lemaigen, et le Directeur du réseau et des territoires de la Caisse des dépôts, Marc Abadie, ont présenté à la presse, le 21 février, les résultats de leur baromètre de la commande publique sur l'année 2016. A partir d'une analyse exhaustive des marchés publics réalisée par la société Vecteur+ à leur demande, le baromètre met en exergue une nouvelle baisse de plus de 4 milliards d'euros de commande publique sur l'ensemble de l'année 2016, tous acteurs publics confondus (Etat, opérateurs, collectivités, hôpitaux, entreprises publiques locales, bailleurs sociaux...).

L'évolution globale de la commande publique depuis 2012 (nouveaux marchés attribués en milliards d'euros) : Une baisse de 25% depuis 2012



Si une reprise semblait s'enclencher au premier trimestre 2016, celle-ci ne s'est pas confirmée aux trimestres suivants. La commande publique a baissé à nouveau dans toutes les régions françaises ; les chutes étant les plus prononcées sur les marchés de travaux (de renouvellement ou neufs). Cette nouvelle baisse conduit à une réduction d'un quart de la commande publique par rapport à 2012, ce qui se traduit par un risque d'installation de la France dans un cycle prolongé de sous-investissement.

A la lueur de ces résultats, le président de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) a appelé de ses vœux une véritable stratégie nationale de relance de la commande publique et de l'investissement. Cette stratégie doit s'appuyer notamment sur les nouveaux schémas régionaux de développement économique (SRDE-II) adoptés ou en cours d'adoption dans les régions. « *Les intercommunalités et leurs communes membres ont un rôle essentiel à jouer dans cette stratégie de relance tant est décisif leur poids dans la commande publique* » a précisé Charles-Eric Lemaigen. L'AdCF considère qu'il est urgent de redonner aux élus locaux une visibilité budgétaire pluriannuelle pour leur permettre de s'engager dans des programmes d'investissement territoriaux.

Au moment où s'affinent les propositions des candidats aux prochaines élections présidentielles, l'AdCF rappelle le poids déterminant de la commande publique sur l'emploi et les économies locales. Elle attire l'attention des candidats et de leurs équipes sur les risques qui résulteraient d'une nouvelle dégradation des finances locales. La Cour des Comptes a reconnu que les collectivités ont pris plus que leur part aux mesures d'économie mises en œuvre depuis 2014. La reconstitution progressive de leur épargne est aujourd'hui indispensable à tout projet de relance de l'investissement.